

prétendu qu'il avait empêché le prix de l'essence d'augmenter de 22c. le gallon. Voici ce qu'il a dit:

Je suis fort heureux de voir que les entretiens que j'ai eus avec le premier ministre... sur une taxe éventuelle de 22c. le gallon ont influé sur sa décision finale.

Frank, vous avez abattu un travail admirable. Vous avez réduit cette augmentation à environ 10c. le gallon.

Et voici, selon le *Globe and Mail*, ce que le premier ministre disait l'été dernier pendant la campagne électorale:

Nous examinerons les taxes sur l'essence, sur les spiritueux, sur la restauration et l'hôtellerie qui nuisent à la compétitivité de notre industrie touristique.

Le premier ministre les a examinées, c'est le cas de le dire. Il les a toutes majorées en bloc: celles sur l'essence, les spiritueux et la restauration.

Le ministre des Finances a prétendu, pour sa part, que ces augmentations visaient à réduire le déficit et à susciter la confiance. Mais tout ce baratin à propos de la confiance ne le mène nulle part.

Ce que fait le ministre n'a aucune commune mesure avec les objectifs qu'il poursuit. Pendant la campagne électorale, j'étais le seul à parler franchement du déficit. J'en ai analysé les facteurs structurels et cycliques. Je me suis engagé à en réduire les causes structurelles dans un intervalle de cinq à sept ans, mais non pas au dépens des faibles, des chômeurs, des vieux, des handicapés ou des régions les plus défavorisées du pays.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre sera déçu s'il croit que les hommes d'affaires vont le féliciter, car le déficit n'a pas vraiment été réduit. A l'époque du budget de M. Lalonde en février 1984, le déficit s'élevait à 29.6 milliards. Le nouveau ministre l'a porté à environ 30 ou 32 milliards de dollars. En raison des initiatives de son gouvernement, ce déficit a atteint 38.2 milliards. Il l'a aggravé par l'Accord de l'Ouest, les paiements de transfert aux provinces et d'autres mesures. Au mieux, il est comptable d'une somme de 38.2 milliards dont il n'a pas hérité de son prédécesseur. En fait, il a hérité d'un déficit d'environ 30 à 32 milliards. Il dit maintenant qu'il réduira le déficit à 33.8 milliards. Monsieur le Président, il ne sera même pas revenu à son point de départ. Les réductions n'atteignent même pas la somme des augmentations qui lui sont imputables.

En novembre, le ministre avait prédit un déficit de 1.5 milliard inférieur à ce qu'il envisage maintenant. C'est ce qu'il a dit dans sa déclaration financière, il y a à peine six mois. Il y a six mois, il se trompait de 1.5 milliard. Le ministre réplique qu'il ne fera plus de prévisions. Je ne le blâme pas. Au moins, elles ne seront pas publiées. Voici ce qu'il déclare à la page 22 de l'exposé budgétaire:

Il est plus trompeur qu'utile de présenter un tableau précis du déficit d'ici à cinq ans... Il serait vain de viser un «réglage fin» de la politique en fonction d'estimations précises que nous savons incertaines et inévitablement différentes des résultats qui seront effectivement observés.

Tout au moins, le ministre de la Justice, quand il était ministre des Finances—durant cette brève période ratée de notre histoire—avait eu le courage de présenter des prévisions.

Le budget—M. J. N. Turner

Trois phrases plus loin, dans le même paragraphe de l'exposé budgétaire, le ministre déclare:

Les mesures que j'ai annoncées en novembre et aujourd'hui nous assureront que le déficit annuel diminuera de plus de 20 milliards par rapport au niveau où il se serait situé autrement vers la fin de la décennie.

Trois phrases auparavant, il affirme qu'il n'y aura plus de prévisions. Il affirmait qu'il serait trop difficile de prédire le nombre d'emplois, les taux d'intérêts et d'inflation. Il a déclaré qu'il ne ferait plus aucune prévision. Cependant tout juste trois lignes plus loin, il prévoit que le déficit sera réduit de 2 milliards de dollars. Ce sont là des prévisions sélectives. Il choisit et publie ce qu'il veut. C'est de la malhonnêteté intellectuelle.

• (1630)

Le ministre prétend avoir réduit le déficit de 4.4 milliards de dollars cette année et de plus de 8.6 milliards en 1986-1987, soit la prochaine année financière. En réalité, ses propres statistiques révèlent que le déficit sera simplement inférieur de 2 milliards de dollars aux prévisions de cette année et d'un milliard l'année suivante. Qu'en est-il? Va-t-il y avoir des prévisions ou non?

Le ministre a déjà admis qu'en six mois, il s'était trompé de 1.5 milliard de dollars. En 5 ans, cela représente une marge d'environ 10 à 15 milliards, ce qui est important. C'est sur cet aspect que le budget et l'argument du ministre reposent. C'est ainsi qu'il veut agir.

Le gouvernement fait reposer tous ses espoirs de croissance sur la confiance qu'il espère susciter au sein du secteur privé. Cependant, en un seul paragraphe, le ministre anéantit tout espoir. Comment le monde des affaires peut-il avoir confiance dans un ministre qui refuse de nous dire sur quoi reposent ses statistiques? Il nous dit simplement de lui faire confiance. Je lui répond que cela ne suffit pas. La confiance est déjà assez fragile sans ajouter à la confusion.

Le ministre de la Justice (M. Crosbie) est allé dernièrement à Saint-Jean de Terre-Neuve. Il y retourne de temps à autre pour se rafraîchir les idées. Le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Rompkey) a mentionné en début d'après-midi l'article paru dans le *Evening Telegram* du 25 mai, où l'on rapporte les propos du ministre de la Justice. Ce dernier est encore plus loquace lorsqu'il est à Saint-Jean. C'est contagieux, je suppose. Voici les remarques que cet article attribue au ministre:

«S'il s'avère que l'une des orientations prises dans le budget risque de faire du tort à des régions défavorisées, nous apporterons les modifications qui s'imposent pour y remédier», a-t-il déclaré.

Nous devrions inviter le ministre au Cap-Breton. Nous devrions peut-être l'inviter à Deep River. Et à Chalk River?

M. Chrétien: Et les industries forestière et minière de la Colombie-Britannique? Il devrait aller voir là-bas.

M. Turner (Vancouver Quadra): Bien dit, Jean. Toujours selon l'article, le ministre aurait tenu les propos suivants au sujet de ses confrères du cabinet:

«S'ils ne peuvent pas le faire, s'ils ne peuvent pas créer les emplois et favoriser la croissance économique, nous n'hésiterons pas à prendre une orientation différente. Cependant, je ne sais pas quelle autre direction nous pourrions prendre, puisque celle des 20 dernières années s'est révélée un échec.»